

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ DE TRAVAUX *procédure 2026-18*

TRAVAUX DE REHABILITATION
DES BATIMENTS A et B DES INTERNES
DU CENTRE HOSPITALIER NORD MAYENNE



Acheteur :
CH Laval - Etablissement Support du GHT 53 - Direction Territoriale des Achats
33 rue du Haut Rocher 53015 LAVAL
Tél. : 02 43 66 50 16

L'établissement est représenté par Monsieur Christophe MOUTEL, Directeur territorial des achats (GHT)

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| 1 - Dispositions générales du contrat..... | 4 |
| 1.1 - Objet du contrat..... | 4 |
| 1.2 - Décomposition du contrat | 4 |
| 2 - Pièces contractuelles | 4 |
| 3 - Intervenants..... | 5 |
| 3.1 - Conduite d'opération | 5 |
| 3.2 - Maîtrise d'œuvre | 5 |
| 3.3 - Contrôle technique | 5 |
| 3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs | 5 |
| 4 - Durée et délais d'exécution | 6 |
| 4.1 - Délai global d'exécution des prestations (voir planning prévisionnel) | 6 |
| 4.2 - Délai d'exécution..... | 6 |
| 4.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution | 6 |
| 5 - Prix | 6 |
| 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués | 6 |
| 5.2 - Modalités de variation des prix | 6 |
| 5.3 - Répartition des dépenses communes | 7 |
| 6 - Garanties Financières..... | 7 |
| 7 - Avance..... | 7 |
| 8 - Modalités de règlement des comptes | 8 |
| 8.1 - Décomptes et acomptes mensuels..... | 8 |
| 8.2 - Présentation des demandes de paiement..... | 8 |
| 8.3 - Délai global de paiement | 10 |
| 8.4 - Paiement des cotraitants | 10 |
| 8.5 - Paiement des sous-traitants | 10 |
| 9 - Conditions d'exécution des prestations..... | 11 |
| 9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits..... | 11 |
| 9.2 - Implantation des ouvrages | 11 |
| 9.3 - Préparation et coordination des travaux | 11 |
| 9.4 - Etudes d'exécution..... | 12 |
| 9.5 - Installation et organisation du chantier..... | 13 |
| 9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier..... | 13 |
| 9.7 - Réception des travaux..... | 13 |
| 10 - Garantie des prestations..... | 14 |
| 11 - Pénalités..... | 14 |

| | |
|---|----|
| 11.1 - Pénalités de retard | 14 |
| 11.2 - Pénalité pour travail dissimulé..... | 14 |
| 11.3 - Autres pénalités spécifiques | 14 |
| 12 - Résiliation du contrat | 14 |
| 12.1 - Conditions de résiliation | 14 |
| 12.2 - Redressement ou liquidation judiciaire | 14 |
| 13 - Règlement des litiges et langues | 15 |
| 14 - Dérogations..... | 15 |

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

La réhabilitation des bâtiments A et B des internes du Centre Hospitalier Nord-Mayenne

Lieu(x) d'exécution : 416, BOULEVARD PAUL LINTIER – 53100 MAYENNE

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 11 lots :

| <u>Lot(s)</u> | <u>Désignation</u> |
|---------------|------------------------------------|
| 01 | GROS-ŒUVRE – VRD |
| 02 | RAVALEMENT |
| 03 | MENUISERIES EXTERIEURES PVC |
| 04 | MENUISERIES ALUMINIUM – METALLERIE |
| 05 | MENUISERIES INTERIEURES BOIS |
| 06 | DOUBLAGES CLOISONS FAUX-PLAFONDS |
| 07 | CARRELAGE – FAIENCES |
| 08 | REKETEMENTS DE SOLS SOUPLES |
| 09 | PEINTURE- REKETEMENTS MURAUX |
| 10 | ELECTRICITE |
| 11 | PLOMBERIE |

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes pour chaque lot
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) pour chaque lot

3 - Intervenants

3.1 - Conduite d'opération

Centre Hospitalier Nord Mayenne
229, Boulevard Paul Lintier
53100 MAYENNE

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Agence Thellier Architecture
Parc D'activités Angers / Beaucouzé
Secteur de l'Hoirie
10, avenue Paul Prosper Guilhem
49070 BEAUCOUZE
Tél : 02 41 88 39 12
E-mail : agence.angers@thellier-archi.fr

3.3 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

APAVE
Technopolis- Rue Albert Einstein
53810 Changé
Interlocuteur : Mme Laetitia LARDEUX
☎ : 02 43 59 23 00- Portable : 06 76 08 32 45
Mail : laetitia.lardeux@apave.com

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

APAVE
Technopolis- Rue Albert Einstein
53810 Changé
Interlocuteur : Mme Marjolaine Pautonnier
☎ : 02 43 59 23 00- Portable : 06 16 61 05 61
Mail : marjolaine.pautonnier@apave.com

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Délai global d'exécution des prestations (voir planning prévisionnel)

La date prévisionnelle de début des prestations est le **01/07/2026**.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le **01/07/2027**.

4.2 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution propre à chaque lot est de : **voir planning**

L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

4.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont définis conformément au calendrier prévisionnel d'exécution annexé au présent CCAP. L'ordre de service sera adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

En cas de groupement, le tableau de répartition financière par cotraitants figurant en annexe à l'acte d'engagement peut être modifié par simple ordre de service.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont actualisables mais non révisables.

L'actualisation se fera uniquement aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de 3 mois à la date de commencement des travaux suivant la formule ci-dessous :

$$P = P_0 \times [BT(n-3)/BT_0]$$

P = prix actualisé HT

P₀ = prix initial HT BT(n-3) = c'est la valeur disponible de l'index concerné à la date de commencement des travaux moins 3 mois.

BT₀ = valeur de l'index BT au mois d'établissement du prix du marché.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant le mois de la remise des offres, lequel mois est appelé "mois zéro".

Les index retenus sont les suivants :

| N° de lot | Intitulé du lot | Codes CPV | INDEX BT |
|-----------|------------------------------------|------------|----------|
| 1 | Gros œuvre - VRD | 45223220-4 | BT- 03 |
| 2 | Ravalement | 45321000 | BT-52 |
| 3 | Menuiseries extérieures PVC | 45223220 | BT-51 |
| 4 | Menuiseries aluminium - Métallerie | 45421000-4 | BT-27 |
| 5 | Menuiseries intérieures - Bois | 454211500 | BT-18a |
| 6 | Doublage plafonds faux-plafonds | 45421146 | BT-08 |
| 7 | Carrelage - Faïence | 45431000-7 | BT-09 |
| 8 | Revêtements de sols souples | 45432111 | BT-10 |
| 9 | Peinture – Revêtements muraux | 44810000 | BT-46 |
| 10 | Electricité | 09310000 | BT-47 |
| 11 | Plomberie | 45330000 | BT-38 |

5.3 - Répartition des dépenses communes

Voir CCTP.

6 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie.

7 - Avance

Une avance peut être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour chaque lot **dès lors que le marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois (articles R2191-3 du code de la commande publique)**

Le montant de l'avance est fixé à 5.0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa

durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5.0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65.0 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80.0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général en appliquant les derniers indices et index publiés à la date de remise du mémoire définitif.

Il est dérogé à l'article 12.4 du CCAG Travaux sur l'approbation tacite de chaque DGD. Le DGD devient juridiquement opposable une fois signé des deux parties (l'entreprise titulaire et le maître d'ouvrage).

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 12.1 du CCAG-Travaux et devront comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une

exonération ;

- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale ;

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le **portail de facturation Chorus Pro**.

Entité juridique : 265 300 277 00 125

Code service : INV

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, le payeur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur

le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Les factures sont à envoyer à l'adresse suivante : CHORUS PRO

SIRET : 265 300 277 00 125

Entité juridique : 265 300 277 00 125

Code service : INV

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.5 du CCAG-Travaux.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention "Autoliquidation" pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

9 - Conditions d'exécution des prestations

9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

Voir CCTP

9.2 - Implantation des ouvrages

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

9.3 - Préparation et coordination des travaux

9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation de 4 semaines qui n'est pas comprise dans le délai d'exécution des travaux.

Le titulaire du lot Désamiantage - Démolition devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre et du CSPS 2 semaines au plus tard après la notification du marché.

La notification du marché vaudra OS de démarrage de la période de Préparation de Chantier. Il sera rédigé un deuxième OS pour la période de commencement des travaux.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et

imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à **150,00 € HT**, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

9.3.3 - Registre de chantier

Les comptes rendus de chantier serviront de registre de chantier. Les entreprises auront 6 jours pour faire des observations sur les CR de chantier.

9.4 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses

observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

9.5 - Installation et organisation du chantier

9.5.1 - Installation de chantier

Le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien des installations de chantier dans les conditions suivantes :

Voir CCTP et PGC

9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

9.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

9.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

9.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents suivants : Voir CCTP

Dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à **150,00 € HT** par jour de retard calendaire est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

9.7 - Réception des travaux

9.7.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux propres à chaque lot dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

10 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

11 - Pénalités

11.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution des travaux ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard calendaire et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à **300,00 € HT**.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

11.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à **15,0 % du montant TTC du marché**.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

11.3 - Autres pénalités spécifiques

- En cas d'absence ou de retard aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à **100,00 € HT** par absence dès le premier quart d'heure de retard.

- infractions aux normes de santé et de sécurité : Sur simple constat de l'infraction vis-à-vis des normes de sécurité et des prescriptions du CSPS et après avis auprès de celui-ci il sera prélevé sur la situation mensuelle **100,00 € HT** par infraction relevée et par jour ;

- infractions aux règles de propreté et de nettoyage du chantier : Sans mise en demeure il sera fait appel à une entreprise extérieure pour assurer le nettoyage et l'évacuation des délivrés. Il sera décompté sur la situation le temps nécessaire à la remise en état du chantier sur un montant de **55,00 € HT** de l'heure et ce pour chaque infraction relevée.

12 - Résiliation du contrat

12.1 - Conditions de résiliation

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

12.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir

adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

13 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Nantes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

14 - Dérogations

- L'article 8.1 du CCAP déroge à l'article 12.4 du CCAG - Travaux
- L'article 9.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 9.6.3 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - Travaux
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 50.4 du CCAG - Travaux